LE ROUGE GORGE NEWS
WWW.PCF-FECAMP.FR
Avril 2022

Bulletin d'information PCF Fécamp

Ils votent pour Fabien Roussel

Ils sont célèbres ou anonymes, certains ont une démarche personnelle, d'autres collective, ils sont d'ici ou d'ailleurs mais tous partagent la même envie de mettre dimanche dans l'urne un bulletin Fabien Roussel pour faire le choix du travail contre la finance, le choix de la République sociale et laïque, le choix de la souveraineté énergétique, alimentaire, industrielle contre la mise en concurrence de chacun contre tous, le choix d'une gauche qui réapprenne à rassembler parce qu'elle respecte la diversité des forces qui la composent.
Plusieurs de ces citoyens ont bien voulu expliquer les raisons de leur choix : cliquez sur leur vignette ci-dessous pour en savoir un peu plus
Et en page 5, de ce Rouge-Gorge interview de Fabien Roussel, un candidat heureux et fier de défendre les classes populaires

JACQUES LOUISET
Président de l'association "Un médecin pour Chacun" Conseiller municipal et communautaire de Fécamp

ISMAEL BOSKOS
Conseiller municipal de Fécamp
Conseiller communautaire de l'agglomération de Fécamp
POURQUOI JE VAIS VOTER POUR FABIEN ROUSSEL?
850€ PAR MOIS POUR LES ÉTUDIANTS, LA RETRAITE À 60 ANS, AUGMENTATION DU SMIC À 1.500€ NET PAR MOIS, LA DIGNITÉ, LE BIEN VIVRE, L'AMBITION, L'ESPOIR, TOUT L'INVERSE DE MACRON !

LES AGENTS TERRITORIAUX APPELLENT À VOTER FABIEN ROUSSEL

MARIE-NOËLLE LIENEMANN
Sénatrice et fondatrice du parti "Gauche Républicaine et Socialiste"

JACQUES DUTRONC
Chanteur

MAGYD CHERFI
Chanteur du groupe Zebda

LES PROFESSIONNEL·LE·S DE LA SANTÉ APPELLENT À VOTER FABIEN ROUSSEL

SOPHIE CAMARD
Maire du 1er secteur de Marseille suppléante de Jean-Luc Mélenchon à l'Assemblée Nationale

Cliquez ici pour accéder aux 180 propositions du programme de Fabien Roussel

ODETTE NILÈS
Résistante

BERNARD THIBAULT

Syndicaliste

LES SALARIÉ·E·S DE L'INDUSTRIE APPELLENT À VOTER FABIEN ROUSSEL

HABY NIARÉ

Médaillée d'or aux championnats du monde de Taekwondo

HENRI PEÑA-RUIZ

Philosophe et écrivain

FRANÇOIS COCQ

Analyste politique et ex-directeur de campagne de Arnaud Montebourg

DOMINIQUE NOGUÈRES

Avocate et militante des Droits humains
Vice-présidente de la Ligue des Droits de l'Homme

JEAN-CLAUDE PETIT

Compositeur et chef d'orchestre

LES ENSEIGNANT·E·S ET PERSONNELS DE L'ÉDUCATION NATIONALE APPELLENT À VOTER POUR FABIEN ROUSSEL

HÉLÈNE FRANCO

Magistrate et ancienne secrétaire générale du Syndicat de la magistrature

LES ÉNERGÉTICIEN·NE·S APPELLENT À VOTER FABIEN ROUSSEL

Plus de 800 énergéticien·ne·s appellent à voter Fabien Roussel

CHRISTIAN BATAILLE

Député socialiste de l'Avesnois et du Cambrésis de 1988 à 2017

STÉPHANE SAINT-ANDRÉ

Co-président du parti "Les Radicaux de Gauche"

ISABELLE AMAGLIO-TÉRISSE

Co-présidente du parti "Les Radicaux de Gauche"

APPEL DE POLICIERS NATIONAUX RETRAITÉS À VOTER FABIEN ROUSSEL

JEAN-LUC LAURENT

Maire du Kremlin-Bicêtre et Président du Mouvement républicain et citoyen

JÉRÔME LEROY

Écrivain

JEAN-NUMA DUCANGE

Historien et professeur des universités à l'Université de Rouen.

OLIVIER BARBARANT

Poète, prix Mallarmé

RENÉ SOUCHON

Ancien maire d'Aurillac, député du Cantal, 2 fois secrétaire d'état sous Mitterrand et président de la région Auvergne de 2005 à 2015.

LES PROFESSIONNEL.LE.S DE LA BANQUE, DES ASSURANCES ET DES FINANCES APPELLENT À VOTER FABIEN ROUSSEL

WAFA HMISSI

Docteure en didactique des langues, poétesse et écrivaine

GEOFFREY BODENHAUSEN

Professeur à l'ENS (École Normale Supérieure) dans le département de chimie et Chevalier de la Légion d'Honneur

PATRICK BESSON

Écrivain et journaliste

GILLES LEROY

Écrivain et prix Goncourt de 2007

ANTHONY GRATACOS

Secrétaire Général de la Gauche Républicaine et Socialiste

STÉPHANE FOUÉRÉ

Ancien vice-président national de la FCPE

LIÊM HOANG-NGOC

Économiste et Président de la Nouvelle Gauche Socialiste

HERVÉ DI ROSA

Peintre

CATHERINE ALMERAS

Comédienne

EMMANUEL MAUREL

Co-coordinateur national de la Gauche républicaine et socialiste (GRS) et Député européen

PIERRE JUQUIN

Syndicaliste, ancien député et candidat à l'élection présidentielle de 1988

CHARLES FITERMAN

Ancien Député (1978-1981/1986-1988) et Ministre des transports de 1981 à 1984

GILLES COHEN-TANNOUDJI

Chercheur retraité au CEA (Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives)

LES CHEMINOT·E·S APPELLENT À VOTER FABIEN ROUSSEL

1500 cheminot·e·s appellent à voter Fabien Roussel

ELISABETH JUTEL

Parolière et chanteuse

LA RENCONTRE
COMPRENDRE

« LES GENS ONT BESOIN DE RETROUVER DE L'ESPOIR, QU'ON LES RESPECTE »

Après un an à arpenter le pays, **Fabien Roussel** a réussi à creuser son sillon dans la présidentielle. Le communiste a marqué la campagne, fort d'un projet positif qui s'attaque à la finance et redonne du pouvoir aux salariés. Rencontre avec un candidat heureux et fier de défendre les classes populaires.

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR JULIA HAMLAOUI ET CÉDRIC CLÉRIN
julia.hamlaoui@humanite.fr et cedric.clerin@humanite.fr
PHOTOGRAPHIES : JULIEN JAULIN/HANSLUCAS

LA RENCONTRE

FABIEN ROUSSEL

À la veille du premier tour de l'élection présidentielle, le 10 avril, Fabien Roussel nous a reçus, entre un déplacement à Besançon, dans le Doubs, et un plateau télé. Le candidat communiste n'en démord pas ; il veut s'adresser à cette France populaire, encore indécise : « Je souhaite les convaincre, comme ceux qui ont voté à droite ou à l'extrême droite, ou qui ont été abstentionnistes», affirme le député du Nord, fier du chemin parcouru depuis le lancement de sa campagne pour des « Jours heureux ».

Le premier tour n'est plus qu'à quelques jours, dans quel état d'esprit êtes-vous alors que cette campagne présidentielle – la première avec un candidat PCF depuis quinze ans – arrive à son terme ?

D'abord, je mesure le chemin parcouru. Depuis son lancement, il y a presque un an, notre campagne s'est élargie, nous rassemblons bien au-delà des communistes. Nous finissons avec de nouvelles forces à nos côtés, d'anciens socialistes, les Radicaux de gauche, la Gauche républicaine et socialiste, le Mouvement républicain et citoyen, etc. J'ai aussi mesuré combien les Français s'attachent autant aux contenus qu'à la personne qui les porte. C'est une élection qui reste très personnalisée. J'ai aussi un regret : l'absence de débat entre candidats, projet contre projet. J'aurais souhaité notamment débattre avec le candidat Macron de la fraude fiscale, de la vie des salariés, des retraités... C'est grave qu'il ait refusé. Surtout si c'est ensuite pour verser des larmes de crocodile en cas de forte abstention. C'est un risque, car on a vécu une campagne sous Pfizer, on la finit sous morphine. A contrario, j'ai été frappé par le fait que les gens ont besoin de retrouver de l'espoir, qu'on les respecte, qu'on les défende. C'est pour cela que j'ai jusqu'au bout mis ma campagne aux couleurs des « Jours heureux ». On en a tellement besoin.

Ce parcours est-il conforme à ce que vous imaginiez au départ ?

Nous savions que ce serait un immense défi, un chemin parsemé d'embûches. On n'a pas été déçu. Mais je n'avais pas imaginé non plus à quel point ce serait une campagne enthousiaste. En réalité, j'aimerais que ça continue : j'ai cet appétit des rencontres avec les Français. Je pense aux salariés des Fonderies du Poitou, qui n'ont pas de repreneur, à ceux de la SAM auxquels on demande de dégager, aux étudiants pour lesquels Macron estime que le stress de Parcoursup est salutaire. Je veux continuer de les défendre, me battre à leurs côtés, faire respecter leur boulot.

Après le Covid, la guerre en Ukraine a bouleversé la campagne. Face à une telle crise, quelles seraient vos premières décisions à l'Élysée ?

La situation évolue très vite, mais je serais guidé par deux priorités. La première, c'est donner toute sa force à la diplomatie pour un cessez-le-feu le plus rapide possible. Tout doit être fait pour peser sur Vladimir Poutine, obtenir un cessez-le-feu, et éviter l'embrasement. Il faut renforcer les sanctions contre les oligarques. Elles s'appliquent aux patrimoines d'au moins 5 milliards d'euros. Au début, c'était même 10 milliards. À ce tarif, ils ont de quoi voir venir. Ma deuxième priorité serait de mesurer

« Attention, la hausse des salaires et des pensions, certains la proposent avec une baisse de cotisations ! J'alerte donc sur ces arnaqueurs. »

« Nous voulons mieux répartir les richesses mais aussi nous réapproprier nos moyens de production en partageant le pouvoir dans les entreprises. »

l'impact de chaque décision sur la vie des Français. Parce que je n'accepterais pas davantage de dégradation de leur pouvoir d'achat ou de l'emploi.

Dès le départ, vous avez fait de la lutte contre la vie chère un enjeu majeur de votre campagne. Alors que la plupart des candidats – parfois contraints et forcés par l'actualité – se sont saisis de la question du pouvoir d'achat, en quoi faites-vous la différence ?

Je mets en première ligne l'augmentation des salaires et des pensions. C'est tellement urgent que même la droite a été obligée de s'y mettre. Mais, attention, certains la proposent à la mode des assureurs, avec un petit astérisque « sans hausse des cotisations », voire « avec baisse des cotisations ». Bien sûr ils ne le précisent jamais, mais cela signifie en vrai, « demain, sans Sécurité sociale ». J'alerte donc sur ces arnaqueurs. À gauche, l'une des différences que j'ai revendiquées, c'est que nous voulons non seulement mieux répartir les richesses, mais aussi décider comment nous les produisons. Pour cela, il faut se réapproprier nos moyens de production en partageant le pouvoir dans les entreprises. Ce n'est pas une mesure fiscale, mais démocratique. Elle consiste à prendre le pouvoir sur la finance. C'est le cœur de mon projet pour la France. Ça ne coûte rien – au-delà d'abroger les lois El Khomri et les ordonnances Macron – de donner du pouvoir aux salariés dans les comités d'entreprise, dans les conseils d'administration pour décider de produire mieux en respectant les êtres humains, les ressources naturelles, la biodiversité, l'égalité salariale… L'autre volet, c'est la défense et le développement de nos services publics. En cinq ans, nous proposons 500 000 créations d'emplois dans la santé, l'enseignement, les douanes, la justice, etc. Il s'agit même d'en créer un nouveau : un service public du lien pour tous ces métiers en contact avec les aînés ou la petite enfance. À 80 %, ce sont des emplois féminins avec des horaires décalés, sous-payés, alors qu'ils sont essentiels.

Au-delà de ces profonds changements, comment, au lendemain de l'élection, si vous étiez au pouvoir, les Français pourraient-ils finir leur mois plus facilement ?

Pour tout de suite donner un coup de fouet au pouvoir d'achat des Français par la loi, je mettrais en œuvre immédiatement l'augmentation du Smic à 1923 euros brut, des pensions à un minimum de 1 200 euros. Puis je lancerais une grande concertation avec l'ensemble des filières pour une hausse générale des salaires. Si nous n'y parvenons pas par le dialogue, je mettrai en place un mécanisme, qui a existé dans les années 1980 : l'échelle mobile des salaires, pour les indexer sur l'évolution du Smic. Nous nous engagerons aussi sans tarder dans la relocalisation de notre production. C'est déterminant, parce que si les gains de pouvoir d'achat servent à acheter des produits venus de l'étranger, ça ne marche pas. C'est ce qu'on a appris des années 1980. Il faut à la fois un choc de la demande et de l'offre locale.

Emmanuel Macron, en tête dans les sondages, promet retraite à 65 ans et RSA conditionné à des heures d'activité. Vous y opposez des « Jours heureux », des « réformes positives », dont la retraite à 60 ans et l'augmentation des minima sociaux. Où en trouvez-vous les moyens ?

D'abord, nous dépenserons mieux l'argent public. Le plan de relance d'Emmanuel Macron, c'est 100 milliards d'euros. Donner gratis à des multinationales comme Amazon ou Total, qui viennent de faire 160 milliards d'euros de bénéfices, c'est hors de question. Nous conditionnerons les versements à des investissements, au respect de règles climatiques et sociales. Second levier : nous »»

augmenterons le budget de l'État en allant chercher l'argent là où il est avec la lutte contre la fraude fiscale, la taxation du capital plutôt que du travail, le rétablissement et le triplement de l'ISF, le prélèvement à la source des bénéfices des multinationales, etc. Dès la première année, 30 milliards d'euros peuvent entrer dans les caisses de l'État. La Banque centrale européenne doit aussi jouer un tout autre rôle. Le pacte de stabilité est mort, et nous voulons faire définitivement sauter le verrou budgétaire pour investir, non pas principalement dans des dépenses d'armement, mais dans des politiques sanitaires, les services publics, la formation, l'école. Enfin, créer des emplois bien rémunérés dans les services publics ou avec la relocalisation de la production, sécuriser l'emploi et la formation tout au long de la vie afin d'éradiquer le chômage de masse, ça produit des ressources tout de suite avec les cotisations sociales, la TVA, les impôts... Avec une France où les salariés sont bien payés, heureux au travail comme dans leur vie, respectés, on est beaucoup plus efficace économiquement, malgré ce que prétendent les libéraux et le Medef.

« Cela fait 20 ans qu'on nous demande de voter par défaut. Il y en a marre. Au premier tour, on vote pour ses idées. »

L'extrême droite est historiquement forte et occupe le débat public avec des saillies racistes, notamment de Zemmour, encore inimaginables il y a quelques années. La gauche a-t-elle été à la hauteur de cette menace ?

Ces dernières années, on a trompé les Français en leur faisant croire que leurs problèmes de salaire, de travail, du quotidien étaient liés à l'immigration. C'est une honte : tout a été fait pour les diviser en fonction de leurs origines, de leur couleur, de leur religion, même de leur prénom. Cela a aussi permis de ne pas parler des vrais sujets, des questions sociales. C'est dans un tel contexte qu'une partie de la gauche s'est détournée des classes populaires, qu'elle n'a pas su ou voulu répondre à leurs attentes, y compris la sécurité et la tranquillité publiques. On m'a aussi reproché de parler de souveraineté, d'alimentation, de « bonnes bouffes ». Or, ce sont des questions qui comptent. Je souhaite parler aux classes populaires, aux classes moyennes, des banlieues comme de la campagne, sans distinction. Parler de justice sociale, de justice fiscale, de tranquillité publique... sans complexes. Par ailleurs, tout le monde joue avec l'extrême droite en la mettant au centre du débat. Depuis un an, on nous dit que l'élection est pliée et que ce sera un duel Macron-Le Pen. Combien de fois l'ai-je dénoncé ? On récolte ce que l'on sème.

Vous avez en effet été attaqué au fil des semaines. Qu'est-ce qui vous a paru le plus injuste ?

J'en retiens deux. Lorsque j'ai défendu le droit de manger une bonne viande, tout en précisant qu'il fallait en manger moins, mais mieux. Je le répète une nouvelle fois : je suis pour la réduction de 20 % de la consommation de viande et pour qu'elle soit produite en France, alors qu'elle vient aujourd'hui à 50 % de l'étranger. Cela m'a valu une déferlante sur les réseaux sociaux. Comme lorsque j'ai plaidé pour le mix énergétique et la nécessité d'investir dans le nucléaire. Avec la même réaction en chaîne. Mais, cela est davantage passé sous les radars médiatiques, j'ai surtout été beaucoup soutenu, énormément même. Au-delà de ma famille politique.

Vous plaidez pour une écologie qui « ne culpabilise pas les classes populaires », dites-vous, notamment sur l'alimentation ou l'usage de la voiture, mais un changement des modes de consommation n'est-il pas nécessaire face à l'urgence climatique ?

Justement, je défends une vraie révolution de nos modes de production, de déplacement, de consommation. Mais de manière positive, heureuse. Prenons l'exemple de la mobilité : je veux rendre accessibles les transports non polluants avec la gratuité la plus

étendue possible des transports en commun, avec un investissement massif dans le rail, ou encore dans 100 000 kilomètres de pistes cyclables. Néanmoins, ceux qui n'ont pas d'autre choix que d'utiliser leur voiture doivent pouvoir la changer pour un véhicule propre avec une prime à la conversion, plutôt que de se voir interdire l'accès aux grandes villes. Moi, je ne demanderai pas à ceux qui ont déjà des petits salaires et des petites retraites de payer en plus. Je suis le seul à proposer cette économie positive, à mettre sur la table 65 milliards d'euros d'investissements publics, pour les transports, les logements, l'agriculture.

Pourquoi jugez-vous nécessaire de porter le fer sur le terrain de la sécurité, d'ordinaire terrain privilégié de la droite et de l'extrême droite ?
Parce que c'est un droit fondamental. Et, avec le pouvoir d'achat, c'est l'une des principales préoccupations des Français. Quand j'entends la droite ériger ce sujet en étendard tout en disant qu'il faut privatiser la police ou développer les polices municipales, je dis qu'ils sont dangereux ! C'est un terrain de combat idéologique avec la droite et l'extrême droite que je veux assumer. D'autant que ce sont eux les responsables. On a fermé des commissariats, des gendarmeries, on a réduit les services publics et affaibli nos communes. Cela pose des questions réelles pour la tranquillité publique comme pour la lutte contre les trafics. Par exemple, on continue de supprimer des postes de douaniers alors que la drogue arrive par conteneurs entiers au Havre ou à Marseille. S'y ajoutent la prostitution, les trafics d'êtres humains... Et on n'aurait pas le droit de parler de tout ça ? Une femme meurt sous les coups de son conjoint tous les deux jours et demi, et on ne devrait rien dire ? Nous devons former des agents, mettre des moyens dans les commissariats pour non seulement recueillir les plaintes, mais aussi écouter les femmes et les protéger, permettre aux quartiers populaires de vivre paisiblement, sauver la justice du sinistre actuel. Une politique de gauche, de progrès social, portée par l'État en matière de tranquillité publique est indispensable. Ce n'est d'ailleurs pas qu'une question de police et de gendarmerie – au passage, les bleus ont des petits salaires, ce sont des ouvriers de la sécurité –, c'est aussi une question de République, de services publics, de moyens pour nos communes, nos écoles, nos transports publics...

Vous avez défendu tout au long de cette campagne une « République sociale et laïque ». En quoi consiste-t-elle ?
Les deux vont de pair. « La République sera sociale si elle est laïque », disait Jaurès. Et c'est un combat qui prend tout son sens aujourd'hui. D'abord, parce que tout a été fait pour qu'on évite de parler des questions sociales, du pouvoir d'achat. Et, d'autre part, parce que la laïcité a été dévoyée, utilisée notamment pour stigmatiser une partie de la population – je pense aux personnes de confession musulmane. Je souhaite pour ma part porter une République qui garantisse l'égalité des droits, l'égalité de tous les citoyens, la paix sociale. Et donc une République à la fois sociale et laïque. Sans y ajouter d'adjectifs : toute la laïcité, rien que la laïcité, celle contenue dans notre belle et grande loi de 1905.

« Je défends une vraie révolution des modes de production, de déplacement, de consommation. Mais de manière positive. Je mets 65 milliards sur la table. »

Une partie des autres candidats évoque un vote utile en leur faveur. Quel rôle peut jouer le bulletin de vote à votre nom, au vu des rapports de forces de cette présidentielle ?
D'abord, une présidentielle est une élection à deux tours. Il faut donc arrêter de nous jouer sans cesse le second avant que le premier ait eu lieu. Cela fait vingt ans qu'on nous demande de voter par défaut, de voter au premier tour pour éliminer un candidat prévu au second. On a vu à quels échecs, à quelles impasses cela a mené en 2012 et en 2017. Il y en a marre. Au premier tour, on vote pour ses idées, on vote pour soi. Il n'y a pas de vote inutile. D'ailleurs, j'entends tout le monde le dire à gauche. Je sais que des électeurs resteront indécis jusqu'au jour J. Je veux jusqu'au bout m'adresser à ceux qui doutent, qui hésitent, qui ont voté un coup à gauche, un coup à droite. Je leur demande de voter pour eux, pour leur porte-monnaie, l'avenir de leurs enfants. Je leur dis qu'avec ma candidature ils votent pour un projet de rassemblement et de reconstruction d'une gauche qui retrouvera le chemin du pouvoir parce qu'elle tournera la page du passé. Ils peuvent être assurés de mon engagement et de ma sincérité, pleine et entière. ●